Santé publique et développement: politique de la Communauté et des États membres en matière de SIDA dans les PVD

1994/2007(COS) - 13/11/1995

Le rapporteur a principalement insisté sur le lien entre Sida et pauvreté. Il a cité un fonctionnaire ougandais qui déclarait que : "Celui qui a un trou dans son pantalon, a probablement un trou dans son préservatif". Il a également insisté sur l'hypothèque que fait planer ce fleau sur les systèmes de santé des pays en voie de développement. Dans un contexte où les moyens financiers sont limités, il a plaidé pour qu'ils soient utilisés à pleine efficacité. Toutefois, la lutte contre le SIDA n'est pas seulement une question d'argent; on peut développer des campagnes d'information, mais quel impact auront-elles si la majorité des populations touchées ne dispose même pas de radio? Le commissaire PINHEIRO s'est félicité de la convergence de vues entre le Parlement et la Commission quant à la nécessité d'agir contre le sida. Il faut intégrer les mesures de prévention dans les programmes de santé et de planification familiale. Le commissaire a insisté sur la nécessité de ne pas marginaliser les séro-positifs. Répondant à la demande du Parlement d'un plan d'action en matière de lutte contre le sida, PINHEIRO a rappelé que cette communication constitue une première étape, un cadre de référence qui doit servir de base à l'élaboration de stratégies régionales et nationales anti-sida. Sur le plan financier, le commissaire estime que l'effort de la Communauté n'a pas été négligeable. 160 millions d'écus ont jusqu'à présent été dégagés. Le Conseil a par ailleurs souligné la nécessité d'accroître significativement l'effort financier dans ce domaine. Les priorités pour l'avenir doivent être définies en tenant compte des spécificités propres aux différentes zones et pays concernés.